**EXPOSE DES MOTIFS DU PROJET DE LOI PORTANT INSTITUTION DE
MESURES D'INCITATIONS FISCALES ET DOUANIERES AU PROFIT DES
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)**

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le tissu économique de l'espace de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est constitué à 99% de Petites et Moyennes Entreprises (PME). Celles-ci contribuent à la formation du PIB à hauteur de 35%.

En effet, présentes dans tous les secteurs d'activités (primaire, secondaire et tertiaire), les PME apportent une contribution importante à la croissance économique et à la création d'emplois au Burkina Faso. Elles constituent aujourd'hui le fer de lance de l'activité économique et à cet effet, elles présentent des enjeux majeurs principalement en matière de :

- création de richesses et d'emplois ;
- formation professionnelle ;
- meilleur positionnement du Burkina Faso sur l'échiquier économique international ;
- contribution à l'intégration économique sous régionale par leur capacité à constituer un réseau de sous-traitance et de partenariat avec les grandes entreprises ;
- participation à la cohésion sociale.

Malgré l'importance du rôle joué par les PME, un certain nombre de contraintes handicapent leur croissance. Il s'agit principalement :

- des difficultés d'accès aux financements ;
- de l'insuffisance de coordination dans la mise en œuvre des projets et programmes en faveur des PME ;
- de l'insuffisance des infrastructures d'accueil et de soutien aux PME (zones industrielles, zones d'activités diverses et zones commerciales, etc.) ;
- des coûts élevés des facteurs de production (énergie, eau, etc.) ;
- des lourdeurs administratives ;
- du coût relativement élevé des formalités de création des entreprises ;
- de la faible culture entrepreneuriale des acteurs ;
- de la faiblesse des compétences technologiques et techniques.

Ces contraintes ont pour conséquence majeure, le développement du secteur informel et non structuré que l'on observe de plus en plus dans notre pays.

En guise de réponse entre autres à cette problématique, le gouvernement du Burkina Faso a adopté le mercredi 25 janvier 2023, le plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) qui est l'instrument central d'opérationnalisation de la Politique nationale de développement durant la période de la Transition. Ce plan réparti en quatre (04) piliers les actions prioritaires à mener pour réaliser les missions de la Transition.

Le développement des PME figure en bonne place dans le pilier 3 dudit plan qui définit les actions à mettre en œuvre pour « refonder l'Etat et améliorer la gouvernance ». L'objectif est d'accélérer l'instauration d'un tissu économique solide et compétitif porté par les PME, eu égard au potentiel de ces entreprises en matière d'innovation, de création d'emplois, de valeur ajoutée et de leur capacité d'adaptation aux conditions de la concurrence internationale.

Notre pays n'ayant pas une tradition entrepreneuriale marquée, toute stratégie d'expansion économique devrait s'appuyer sur un développement accru des PME. Un tel développement ne peut se faire sans un soutien cohérent et structuré des pouvoirs publics et des institutions communautaires à l'endroit de ces petites et moyennes entreprises.

C'est fort de ce constat que l'on peut louer les mesures adoptées ces dernières années qui promeuvent les PME et les encouragent à se formaliser. Il en est ainsi de la mise en place de fonds pour le financement des PME (FASI, AFP-PME ...), de la création des Centres de Formalités d'Entreprises (CEFORE), des Centres de Gestion Agréés (CGA), la facilitation de l'accès des PME à la commande publique à travers l'institution de critères de préférence, etc.

C'est dans ce sens qu'a été également adoptée la loi n°015-2017/AN du 27 avril 2017 portant loi d'orientation de promotion des petites et moyennes entreprises au Burkina Faso. A travers cette loi, l'Etat s'engage à effectuer des réformes visant l'allègement et la simplification des règles juridiques, fiscales et administratives et des procédures dans le domaine d'accès aux financements, aux marchés ainsi qu'à introduire des dispositions pour la réforme foncière en vue, notamment, de faciliter l'aménagement et la mise à disposition des sites appropriés.

Il ressort des dispositions de l'article 41 de ladite loi que l'Etat s'engage à mettre en place des mesures spécifiques d'ordre fiscal et douanier dédiées aux PME.

Dans son contenu, l'avant-projet de loi proposé vise à :

- faciliter la création des PME ;
- inciter à l'auto-emploi des jeunes dans un contexte marqué par un nombre très élevé de candidats aux concours de la Fonction Publique (1 317 322 candidatures pour 6 425 postes à pourvoir en 2021 et 2 106 962 candidatures pour 6 069 postes à pourvoir en 2022) ;
- inciter à la création d'incubateurs et de pépinières pour améliorer l'encadrement des PME et assurer leur viabilité ;
- renforcer les capacités de production des PME en facilitant l'accès aux outils de production ;
- faciliter le financement des PME par les dons et subventions.

II. PROCESSUS D'ELABORATION DU PROJET DE LOI

Les mesures d'incitations fiscales et douanières contenues dans l'avant-projet de loi ont été préparées par le cabinet du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Prospective et soumises aux observations et amendements de la Direction générale des douanes et de la Direction générale des impôts ainsi que deux (02) directions générales du Ministère du Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises notamment, la Direction Générale du Développement de l'Industrie (DGDI) et la Direction Générale de la Promotion de l'Entreprise (DGPE).

Le mardi 07 mars 2023, la Direction Générale du Développement de l'Industrie (DGDI) et la Direction Générale de la Promotion de l'Entreprise (DGPE) ont été invitées à une séance de travail au sein du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective pour examiner leurs observations formulées sur les propositions de mesures d'incitations fiscales et douanières.

Le processus d'élaboration de l'avant-projet de loi a véritablement commencé après l'examen des observations et amendements aussi bien des structures du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective que le Ministère du Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises.

Le projet de texte élaboré a été soumis, pour observations et amendements, aux structures ci-dessus citées. Leurs observations et amendements ont permis de finaliser l'avant-projet de loi.

Comme on peut le constater, le processus d'élaboration de l'avant-projet de loi portant adoption de mesures d'incitations fiscales et douanières au profit des PME a été participatif.

III. CONTENU DU PROJET DE LOI

Le présent projet de loi comprend quinze (15) articles qui s'articulent autour de quatre (4) chapitres.

Le chapitre 1 portant sur les entreprises éligibles aux mesures d'incitations fiscales et douanières, comporte deux (2) articles.

Le chapitre 2 portant sur les avantages fiscaux et douaniers accordés aux entreprises éligibles comporte six (6) sections et neuf (9) articles. Les différentes sections traitent respectivement :

- des avantages en matière de TVA, droits et taxes à l'importation ;
- des avantages fiscaux en matière de droits d'enregistrement ;
- des avantages fiscaux en matière de minimum forfaitaire de perception ;
- des avantages fiscaux en matière de libéralités, dons et subventions ;

- des avantages fiscaux en matière de contribution des patentes ;
- des avantages fiscaux en matière de TPA.

Le chapitre 3 portant sur les conditions d'obtention des avantages fiscaux et douaniers ainsi que des sanctions applicables comporte deux (2) sections et deux (2) articles. La première section traite des conditions d'obtention des avantages fiscaux et douaniers et la seconde, des sanctions applicables.

Le chapitre 4 portant sur les dispositions diverse et finale comporte deux (2) articles. Il traite du non-cumul des avantages fiscaux et douaniers prévus par l'avant-projet de loi avec ceux des codes des investissements en vigueur et des conditions d'application de cet avant-projet de loi

Les incitations fiscales et douanières prévues par l'avant-projet de loi devraient :

- inciter à la création d'entreprises, à la formalisation des entreprises, à l'auto-emploi des jeunes et à la création d'emplois ;
- améliorer la viabilité des PME ;
- renforcer la compétitivité et la capacité de production des PME burkinabè ;
- faciliter le financement des PME par les dons et les subventions ;
- favoriser la croissance économique nationale.

Telle est, honorables députés membres de l'Assemblée législative de transition, la substance de ce projet de loi. Son adoption par votre auguste instance, permettra au Gouvernement de concrétiser des mesures incitatives fiscales et douanières au profit des PME et lui permettre ainsi de se conformer à ses engagements pris dans le cadre de la loi portant loi d'orientation de promotion des petites et moyennes entreprises.

Le Ministre de l'Economie, des Finances
et de la Prospective

Aboubakar NACANABO

Chevalier de l'Ordre du Mérite de l'Economie et des Finances